



## Sommaire

Sommaire.....	1
Comment sont financées les opérations terroristes ? .....	1
Le financement du terrorisme sur le radar..	1
Comment traquer l'argent du terrorisme.....	2
PNR : un nouvel outil dans la lutte contre le terrorisme.....	2
Paris accueille une « réunion extraordinaire » sur les fonds de Daech.....	3
Financement du groupe EI : .....	4
Réunion internationale exceptionnelle à Paris à partir de samedi .....	4

## Comment sont financées les opérations terroristes ?



« Jean-Claude Delepierre, le patron de la cellule anti-blanchiment belge, était l'invité de la rédaction de Bel RTL le 10 décembre 2015. Il répondait aux questions d'un journaliste. »

Est-ce que ce sont les petits dealers qui financent et montent leurs opérations terroristes eux-mêmes ou bien ils reçoivent de l'appui de l'étranger ?

Il y a les deux. Il y a de l'autofinancement, c'est clair. Dans notre rapport de 2014, vous verrez d'ailleurs que ces activités sont détectées. Des candidats, par exemple

au djihad, qui font des prêts personnels, parfois aussi à l'aide de faux papiers, etc. Ou on retire ses économies, ça c'est ce qu'on peut appeler du petit financement, voire même le financer par des petits trafics. Et alors il y a des financements beaucoup plus structurels. Vous les voyez aussi dans notre rapport, parce que nous avons détecté en 2014, pour 6.700.000 euros liés au financement du terrorisme et là vous voyez qu'il y a quand même des flux d'argent qui proviennent des pays du Golfe, qui viennent de ces pays-là et qui retournent et là, on se trouve effectivement avec des sommes beaucoup plus considérables.

Liens

:<http://www.rtl.be/info/belgique/societe/comment-sont-financees-les-operations-terroristes--777959.aspx>

## Le financement du terrorisme sur le radar

Le conseil Ecofin, dernier de la présidence luxembourgeoise, a décidé de se pencher sur les sources de financement du terrorisme suite aux attaques de Paris.



Les ministres des Finances et de l'Économie de l'UE étaient réunis hier pour leur dernier Ecofin de l'année. Le dernier organisé sous la présidence luxembourgeoise également. L'occasion pour le ministre des Finances Pierre Gramegna de passer en revue lors de la conférence de presse les principales avancées depuis juillet dernier.

Pierre Gramegna s'est notamment félicité des avancées sur le terrain fiscal. L'Union européenne a été aux avant-postes pour l'implémentation des recommandations de l'OCDE via son projet Beps.

«Nous avons formellement adopté aujourd'hui la directive concernant l'échange automatique d'informations entre États membres», a ajouté Pierre Gramegna.

Les ministres ont également discuté du financement du terrorisme et de la problématique des migrants, sous l'angle budgétaire. Se félicitant d'un accord unanime sur le budget de l'Europe pour 2016 («la première fois depuis le Traité de Lisbonne»), Pierre Gramegna a indiqué avoir eu avec ses collègues une «longue discussion sur la manière de mieux coopérer pour combattre le terrorisme» sur le terrain des finances.

Le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, a quant à lui indiqué une série de mesures qui pourraient permettre concrètement de tracer les sources de financement du terrorisme et les mouvements qui y sont liés:

- la surveillance des mouvements financiers illicites, notamment via des monnaies virtuelles,
- les cartes prépayées,
- les comptes bancaires et le gel d'actifs si nécessaire,
- un meilleur partage de l'information financière entre pays.

Une union face au financement occulte des terroristes appelée aussi des vœux

du ministre des Finances français Michel Sapin, suite aux attentats du 13 novembre

Liens : <http://paperjam.lu/news/le-financement-du-terrorisme-sur-le-radar>

## Comment traquer l'argent du terrorisme

Des intermédiaires financiers romands ont assisté en nombre à une série de conférences sur les nouvelles menaces

La lutte contre le financement du terrorisme. Un thème d'actualité brûlant qui attire la foule. Quelque 120 professionnels de la finance de Suisse romande ont assisté jeudi, à Genève, à une série de conférences sur le sujet, organisées par l'Association romande des intermédiaires financiers (ARIF).

### Rares cas signalés

Avant de rentrer dans le vif du sujet, il faut savoir que les acteurs locaux estiment à 88% que leur activité ne présente pas un degré de risque potentiel en matière de financement du terrorisme. Et seuls 15% disposent d'un système informatique efficace de détection des transactions potentiellement liées à ce problème. Voilà ce qui ressort d'un questionnaire adressé pour la première fois par l'ARIF à ses 450 membres. Le résultat n'inquiète pas son président Julien Blanc: «Plus de la moitié de nos membres sont des fiduciaires et des gestionnaires de fortune dont les clients ne viennent pas de pays à risque et qui sont connus de longue date. Les Money-transmitters sont davantage concernés. Comme leurs transactions se font souvent sur de petites sommes, les cas sont plus difficiles à débusquer. Mais tout le monde est appelé à faire une introspection.» Jusqu'à présent, aucun des membres de l'ARIF n'a communiqué un soupçon aux autorités.

«Le nombre de communications de soupçon en lien avec le financement du terrorisme n'est pas très élevé. Il faut dire que ces cas sont difficiles à détecter», constate Stiliano Ordolli, chef du Bureau de communication en

matière de blanchiment d'argent (MROS) à la FedPol. Mais quand les dossiers remontent jusqu'à ce service, 70% des affaires sont transmises aux autorités de poursuite pénale.

### Nouvelles tendances

Venu évoquer le nouveau système de communication de soupçon qui entrera en vigueur en janvier, il a aussi exposé les récents types de menaces signalés. «Un Money-transmitter en Suisse a fait un travail exemplaire en établissant un lien entre un client et un prédicateur islamiste, souligne Stiliano Ordolli. Il a mis au jour des centaines de transactions en dix ans et des destinataires dans des dizaines de pays. Finalement, deux personnes en lien avec une organisation terroriste figuraient dans notre base de données.» Le cas se trouve en mains du Ministère public de la Confédération.

Les nouvelles tendances? Pour la première fois cette année, MROS a eu affaire à un possible départ d'un candidat au djihad. «Il s'agit d'une jeune personne partie à l'étranger, dont les parents n'avaient plus de nouvelles. La police est entrée en jeu et une alerte internationale a été lancée. Sollicitée, la banque a pu déterminer que l'individu avait retiré de l'argent dans deux pays européens. Le MROS a reçu une communication de soupçon et a averti les pays concernés, ce qui a permis d'arrêter la personne moins de vingt-quatre heures plus tard.» On n'en saura pas plus, secret d'enquête oblige.

Les établissements financiers sont aussi davantage attentifs au changement de comportement d'un client. Ils s'appuient sur plusieurs indicateurs: des transactions suggérant une mobilité plus importante dans des pays voisins ou proches de théâtres de conflit; des transferts de fonds, souvent de petits montants, à des ONG connues ou inconnues à obédience religieuse radicale ou humanitaire; des achats de livres ou supports électroniques à caractère religieux, philosophique ou radical; des crédits de consommation transférés ou retirés. En somme, les établissements financiers

doivent traquer le microfinancement du terrorisme. C'est le message martelé par un autre orateur, Jean-Paul Rouiller, directeur du Geneva Centre for Training and Analysis of terrorism (GCTAT).

### L'assurance-vie utilisée

«Une opération terroriste doit être réalisée seule pour éviter que ses auteurs ne soient neutralisés. Cette logique développée à la fin des années 2000 par Al-Qaida, mise en œuvre par Mohamed Merah, l'auteur des tueries à Toulouse en 2012, est poussée aujourd'hui à l'extrême par l'Etat islamique», explique-t-il. Dans le cas de Mohamed Merah, il a brouillé les pistes en demandant à ses proches de faire des achats sensibles. Plus récemment, les auteurs des attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper cacher ont eu recours à des Money-transmitters, aux crédits à la consommation, relève-t-il.

Et d'évoquer une récente découverte faite par la police lyonnaise: «On demande maintenant aux candidats djihadistes de souscrire une police d'assurance-vie dont le bénéficiaire est une certaine association.» Cette nouvelle technique n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. «Je vais faire des vérifications...» a aussitôt glissé Stiliano Ordolli. (TDG)

(Créé: 08.11.2015)

Liens : <http://www.tdg.ch/geneve/actu-genevoise/Comment-traquer-l-argent-du-terrorisme/story/26799594>

## PNR : un nouvel outil dans la lutte contre le terrorisme

L'accord sur le PNR (passenger name record), issu des négociations entre les institutions européennes, vient d'être adopté en commission LIBE par 38 voix pour, 19 voix contre et 2 abstentions. Les eurodéputés socialistes et radicaux ont voté en faveur de cet outil qui renforcera la panoplie de mesures à disposition de l'Union européenne pour lutter contre le terrorisme.

Le PNR européen devrait contribuer notamment à identifier des personnes suspectées d'entretenir des relations avec des réseaux terroristes, jusqu'alors inconnues des autorités, et à suivre plus facilement leurs déplacements. Il évitera également les tentations de repli sur les alternatives, strictement nationales, moins efficaces car moins coordonnées.

Les socialistes européens se sont mobilisés dès le mois de janvier 2015 afin de faire aboutir le PNR européen dans un délai d'un an, et le Parlement s'y était engagé. Pour finaliser le processus législatif, le texte devra passer la dernière étape du vote en session plénière, qui devrait avoir lieu en janvier 2016. Autre victoire des Socialistes et Démocrates : la finalisation en parallèle des discussions sur le paquet protection des données qui devrait être adopté en Commission LIBE le 17 décembre prochain.

Il était important d'aboutir à un outil efficace et opérationnel, juste et proportionné, qui conjugue lutte contre le terrorisme et protection des libertés individuelles. Ainsi les vols intra-européens sont inclus dans le champ d'application du texte. Le PNR s'appliquera aux crimes graves, en plus des crimes terroristes. La durée de conservation des données avant leur masquage sera de six mois, et l'effacement des données interviendra au bout de cinq ans. Le groupe des Socialistes et Démocrates au Parlement européen a également obtenu des garanties fortes en matière de protection des données personnelles et de respect des droits fondamentaux. En effet, les règles du PNR européen devraient être alignées sur les futures règles du paquet européen sur la protection des données, ce qui était une de nos plus grandes revendications.

Nous regrettons toutefois que l'accord ne contienne pas de garanties solides concernant le transfert des données

PNR aux pays tiers. Plus encore un échange automatique et obligatoire des informations importantes issues du traitement des données PNR entre États membres n'est pas dans l'accord alors que le Parlement le souhaitait afin que cet outil revête une réelle dimension européenne.

Si nous défendons la valeur ajoutée de cet instrument, nous ne voulons pas laisser croire non plus qu'il est la seule solution face au terrorisme. C'est un outil qui pourra être utile, en complément d'autres mesures de la boîte à outils de l'Union européenne dans la lutte contre le terrorisme. La lutte contre le trafic d'armes, l'assèchement des sources de financement du terrorisme, l'amélioration de l'échange d'informations entre les services de police et de renseignement des États membres, le renforcement de la coopération au niveau judiciaire, la prévention de la radicalisation, ou encore une action commune et déterminée sur le plan extérieur, sont autant de chantiers immenses qui appellent aussi une véritable mobilisation.

Liens : <http://www.deputes-socialistes.eu/pnr-un-nouvel-outil-dans-la-lutte-contre-le-terrorisme/>

## Paris accueille une « réunion extraordinaire » sur les fonds de Daech

Le Groupe d'action financière (Gafi) se réunit de demain à lundi à Paris pour aborder la question du financement de l'organisation État islamique (EI) et trouver les moyens de faire pression sur les pays qui n'ont pas encore pris des mesures.

Chargé lors du G20 de novembre à Antalya (Turquie) de présenter un rapport en février, le Gafi organise « une réunion extraordinaire » pour « discuter des actions que les juridictions prennent et devraient prendre pour

combattre le financement de l'État islamique », a-t-il indiqué hier sur son site. Les participants parleront également « des opportunités pour renforcer les efforts mondiaux de lutte contre le financement du terrorisme », a ajouté le Gafi qui présentera son rapport lors du G20 Finance de février.

Le Gafi est un organisme intergouvernemental créé en 1989, composé de 34 pays et territoires, ainsi que de deux organisations régionales.

À cette occasion, le G20 souhaite savoir « ce qu'ont fait les différents pays qui ne sont pas à jour et dont la liste n'a pas été rendue publique », a indiqué une source diplomatique à l'AFP. « Il faut que nous réfléchissions à un dispositif qui permette de faire pression sur les pays qui ne sont pas à jour et qui n'ont pas encore les dispositifs pour faire le minimum dans la lutte contre le financement du terrorisme », a-t-elle ajouté. Selon cette source, « la réunion du Gafi est l'occasion de mettre la pression, de répondre aux demandes du G20 d'Antalya afin d'être prêt en février ».

En Turquie, le 16 novembre, les dirigeants des vingt premières puissances économiques mondiales ont demandé au Gafi de faire un rapport aux ministres des Finances (du G20) lors de leur première réunion en 2016 sur les progrès faits par les États pour corriger les faiblesses en matière d'assèchement des flux de financement liés au terrorisme. Ils ont aussi chargé le Gafi d'identifier des « mesures, y compris de nature législative », pour intensifier la lutte contre le financement du terrorisme.

Liens : <https://www.lorientlejour.com/article/959703/paris-accueille-une-reunion-extraordinaire-sur-les-fonds-de-daech.html>

## Financement du groupe EI :

### Réunion internationale exceptionnelle à Paris à partir de samedi

Le Groupe d'action financière (GAFI), un organisme intergouvernemental basé à Paris et composé d'une trentaine de pays, a annoncé jeudi une réunion exceptionnelle de samedi à lundi consacrée à la lutte contre le financement des jihadistes de l'Etat islamique (EI).

L'objectif de la réunion est aussi de trouver les moyens de faire pression sur les pays qui n'ont pas encore pris des mesures contre le groupe EI qui a revendiqué en 2015 plusieurs attentats, notamment en France en janvier et novembre et en Egypte contre un avion de ligne russe en octobre.

Chargé lors du G20 de novembre à Antalya (Turquie) de présenter un rapport en février, le GAFI organise "une réunion extraordinaire" pour "discuter des actions que les juridictions prennent, et devraient prendre, pour combattre le financement de l'État islamique", indique jeudi cet organisme sur son site internet.

Les participants parleront également "des opportunités pour renforcer les efforts mondiaux de lutte contre le financement du terrorisme".

"Il faut que nous réfléchissions à un dispositif qui permette de faire pression sur les pays qui ne sont pas à jour et qui n'ont pas encore les dispositifs pour faire le minimum dans la lutte contre le financement du terrorisme", a expliqué une source diplomatique à l'AFP.

Lors de leur sommet de novembre, les dirigeants des vingt premières puissances économiques mondiales avaient demandé au GAFI de faire un rapport sur les progrès faits par les Etats pour corriger les faiblesses en matière d'assèchement des flux de financement liés au terrorisme.

Ils ont aussi chargé le GAFI d'identifier des "mesures, y compris de nature législative", pour intensifier la lutte contre le financement du terrorisme.

Le GAFI, créé en 1989 et dont le secrétariat est installé au siège de l'OCDE dans la capitale française, est composé de 34 pays et territoires, ainsi que de 2 organisations régionales.

Liens : <https://www.lorientlejour.com/article/959611/financement-du-groupe-ei-reunion-internationale-exceptionnelle-a-paris-a-partir-de-samedi.html>

CTRF-Imeuble Ahmed FRANCIS, 16306 Ben aknoun-ALGER

Tel : 01 59 53 10 / Fax : 021 59 52 96